

LES NORMES COMME SYSTEME DE DESCRIPTION DANS L'ESPACE FRANCOPHONE ET EUROPEEN

par Bruno Galland,

Chef de la section ancienne des Archives nationales

(Version augmentée de l'article paru initialement dans Arbido)

Lorsque j'ai accepté la proposition de Jean-Daniel Zeller de réfléchir avec vous sur l'utilisation des normes de description du Conseil international des archives pour mettre en œuvre de véritables systèmes de description, je ne m'étais pas rendu compte de la difficulté de cet exercice. En effet, même si je suis membre du Comité sur les normes de description, ma connaissance des systèmes de description est partielle et ma communication sera surtout centrée autour de la pratique française, qui est loin d'être exemplaire.

Aussi bien essaierais-je de m'en tenir surtout à un propos théorique, illustré par quelques exemples en ligne. Dans un premier temps, je souhaiterais souligner combien les nouvelles normes de description et les nouvelles possibilités technologiques dont nous disposons ont confirmé la pertinence des principes fondamentaux de l'archivistique. Dans un second temps, je voudrais vous proposer quelques perspectives sur les conséquences de la mise en œuvre des normes.

LA DEMARCHE DU COMITE SUR LES NORMES DE DESCRIPTION :

LA REAFFIRMATION DES PRINCIPES EPROUVES DANS UN ENVIRONNEMENT NOUVEAU

La démarche du Comité

Lorsqu'en 1988 quelques experts se réunirent au sein du Conseil international des archives pour réfléchir à la normalisation des règles de description en usage dans les différents pays, l'objectif initial était de permettre l'échange des informations qui figuraient dans les instruments de recherche et particulièrement, dans les instruments de recherche

informatiques, c'est-à-dire les bases de données qui étaient alors en plein développement. Sans doute ne songeait-on pas encore qu'il serait possible, depuis son ordinateur, d'accéder aux instruments de recherche des services d'archives d'un autre pays avec lequel aucune collaboration particulière n'était développée, mais on avait l'expérience de la constitution de bases de données en réseau, que plusieurs services différents alimentaient. Il fallait donc délimiter des règles qui permettraient à des services travaillant aujourd'hui de manière indépendante de mettre plus facilement, à terme, leurs données en commun. L'initiative du CIA était parallèle à celle de nombreux pays : ainsi, en 1988, le schéma directeur informatique de la direction des Archives de France préconisait d'utiliser l'informatique pour produire des instruments de recherche traditionnels normalisés. Elle s'inspirait surtout de l'expérience des bibliothèques.

Les traitements informatiques exigeant une information structurée, la commission d'experts du CIA, promue au rang de Comité en 1992, a dès l'abord choisi de privilégier l'identification des éléments qui permettent de décrire des archives. C'est la partie la plus conséquente de la norme ISAD(G), celle que l'on retient en priorité, qui fournit une liste de vingt-six éléments. Pour établir cette liste, le Comité a d'abord dû déterminer quels étaient les éléments réellement pertinents pour la description des archives. C'est ainsi que les éléments d'indexation ont été écartés, car ils n'appartiennent pas en propre à la description, ils en fournissent seulement une clé d'accès. Le Comité s'est aussi beaucoup interrogé pour savoir si certains concepts très proches devaient ou non être distingués. La première édition de la norme ISAD distinguait ainsi les *dates de création* des documents (ce sont les "dates extrêmes" de notre terminologie traditionnelle) et les *dates de constitution* de l'ensemble archivistique. La deuxième édition a fusionné tous les éléments de datation, en laissant le soin à l'auteur de la description d'en préciser la nature.

L'identification des éléments de description a naturellement conduit à reconnaître que des informations de même nature s'appliquaient à différents niveaux des ensembles archivistiques. Pour souligner le fait que les éléments de description étaient valables quel que soit le degré de finesse du travail descriptif, le Comité a donc affirmé la nécessité de la structuration organique des fonds d'archives, structuration qui n'est fondamentalement rien d'autre que l'application à l'archivistique de la méthode de Descartes : " de diviser chacune des difficultés que j'examinerais en autant de parcelles qu'il se pourrait et qu'il serait requis

pour les mieux résoudre ». Une fois affirmée cette nécessité de structuration, pouvaient être proposées des règles pour une description à plusieurs niveaux permettant d'offrir une connaissance progressive des ensembles archivistiques. Les développements relatifs à la description à plusieurs niveaux, parce qu'ils sont brefs, ne sont généralement pas considérés comme la partie la plus importante de la norme ISAD(G). Ils sont cependant placés en tête parce qu'ils constituent réellement le principe fondamental pour une bonne utilisation de la norme.

La structuration des fonds d'archives ne peut être qu'organique : en définissant les règles de la description à plusieurs niveaux, le Comité a ainsi confirmé la validité du principe fondamental de l'archivistique – fondamental mais tardivement reconnu, si l'on en juge par les errements de la pratique française dans les dernières années du XVIIIe siècle et dans la première moitié du XIXe siècle -, c'est-à-dire le principe du respect des fonds : “ Le principe que la description archivistique procède du général au particulier est la conséquence pratique du principe du respect des fonds ”. Le Comité a dès lors pu affirmer que la connaissance du contexte de production était aussi importante pour la compréhension des archives que la connaissance de leur contenu ; cette affirmation, essentielle pour toute la pratique de notre métier, est ainsi énoncée dans la préface de la norme ISAD(G) : “ l'objet de la description archivistique est d'identifier et d'expliquer le contexte et le contenu des documents d'archives ”.

Pour souligner cette importance égale du contexte et du contenu, le Comité a jugé nécessaire de consacrer un second texte normatif à la description du producteur, texte qui fait pendant à celui consacré à la description du contenu : c'est la norme ISAAR (CPF), diffusée deux ans seulement après ISAD(G). La norme ISAAR n'a pas connu le même accueil que la norme ISAD ; sans doute est-ce dû non seulement à des maladresses de rédaction, peut-être à une certaine hâte, mais aussi à la difficulté que nous avons encore de reconnaître l'importance égale de la connaissance du producteur par rapport à la connaissance des documents eux-mêmes. La deuxième édition de la norme ISAAR qui sera diffusée au Congrès international de Vienne, en 2004, devrait permettre progressivement de combler cette lacune. Le Comité a également souhaité insister sur le fait que les règles de description de la norme ISAAR peuvent s'appliquer non pas au seul producteur mais à toutes les personnes, collectivités ou

familles qui sont liées, d'une manière ou d'une autre, aux archives décrites, et qui constituent autant de " points d'accès " à ces archives.

Pertinence de la démarche

Je souhaite souligner ici la pertinence de la démarche du Conseil international des archives lorsqu'il a décidé en 1988, de constituer le Comité. Il a ainsi, en effet, offert à la communauté archivistique l'instrument conceptuel nécessaire au moment où les possibilités technologiques permettaient précisément d'envisager la constitution de nouveaux outils de travail, plus simples et plus performants : je pense ici au développement de l'EAD.

L'EAD s'est développée indépendamment d'ISAD(G), mais a tenu compte de la publication de la norme qui a permis de développer un référentiel commun ; la deuxième version de l'EAD a été élaborée en lien avec le Comité sur les normes de description. Dans la pratique, EAD apparaît aujourd'hui comme le meilleur outil pour appliquer la norme ISAD(G).

De même que la réflexion du Comité s'était portée de la description des documents à celle des producteurs, de même le développement des outils d'encodage devait s'y intéresser ; le parallélisme des démarches doit être souligné. A la norme ISAAR(CPF) répond le développement de la DTD EAC (Encoded Archival Context), et la révision de la norme s'effectue parallèlement avec l'élaboration de l'EAC.

Évolutions récentes et principes fondamentaux

Mais les développements de la normalisation soulignent aussi la pertinence des principes traditionnels de notre pratique archivistique. J'ai dit que la norme ISAD(G) repose sur deux principes : la hiérarchisation des informations – c'est le principe de la description à plusieurs niveaux – et l'identification et l'individualisation des différentes informations pertinentes pour décrire une unité archivistique.

La hiérarchisation des informations correspond parfaitement à la démarche de navigation sur Internet, à ce jeu de " poupées russes " qu'alimentent les liens hypertextes. Mais cette hiérarchisation est la conséquence, pour l'archiviste, de l'analyse de l'organisation du producteur, organisation que le principe du respect des fonds impose de comprendre et de respecter avec le plus d'humilité possible. Je ne puis que citer la norme ISAD(G) : " le

principe que la description archivistique procède du général au particulier est la conséquence pratique du principe du respect des fonds”. La pertinence de la description à plusieurs niveaux, elle est affirmée déjà par l’instruction du 28 mai 1867 qui encourage les archivistes à proportionner leurs analyses à l’intérêt des documents – les critères d’appréciation de cet intérêt n’étant évidemment plus tout à fait les nôtres : “ Il doit arriver que certaines liasses, à raison de leur ancienneté ou de leur importance, soient jugées dignes d’être analysées pièce à pièce, tandis que pour des périodes plus récentes ou des spécialités moins historiques, le surplus de la collection se trouvera suffisamment mis en relief par des analyses très sommaires”. Surtout, cette hiérarchie des niveaux de description correspond parfaitement à la typologie des instruments de recherche mise en place progressivement en France comme dans d’autres pays¹ : la description au niveau de la pièce (la plus fine) correspond à l’inventaire pratiqué dès le Moyen Age, la description au niveau du dossier est celle du répertoire numérique apparu dès 1889 aux Archives nationales et généralisé en 1909 aux archives départementales pour permettre avant tout de hâter la connaissance des ressources archivistiques², la description au niveau de la série organique est celle des états sommaires, des guides d’archives prescrits en 1969 dans les archives départementales, et des états des versements développés pour les archives contemporaines... Enfin, le répertoire numérique détaillé, l’instrument de recherche le plus répandu aujourd’hui dans les archives publiques françaises, dont les principes sont affirmés en 1955 par René Gandilhon, repose, fondamentalement, sur le principe de la description à plusieurs niveaux³.

Quant à l’identification, à l’individualisation et au repérage systématique des informations, ils constituent le cœur de la démarche d’analyse, et s’inscrivent dans une grande tradition archivistique. Permettez-moi d’évoquer ici la figure de Jules Michelet, le grand visionnaire de l’histoire qui fut aussi de 1830 à 1852 le chef de la section historique des Archives nationales, un chef de service consciencieux et méthodique dont les rapports mensuels et les notes destinés au garde général permettent de bien connaître les principes⁴. Dès son arrivée en 1830, il proposait d’adopter pour les analyses une forme précise et

¹ . Voir l’annexe des *Orientations pour la préparation et la présentation des instruments de recherche* publiées par le Conseil international des archives (accessibles sur le site Internet).

² . Bimbenet-Privat (Michèle), “ Les répertoires numériques rédigés aux Archives nationales vers 1890 : le travail d’une génération ”, *La Gazette des archives*, n°152-153, 1er-2e trimestres 1991, p. 48-54.

³ . Houriez (Elisabeth), “ Un nouveau type d’instruments de recherche, le répertoire numérique détaillé ”, *La Gazette des Archives*, n° 64, 1er trimestre 1969, p. 9-16.

⁴ . Mahieu (Bernard), “ Les inventaires d’archives selon Michelet ”, *La Gazette des archives*, n°16, juillet 1954, p. 16-22.

invariable contenant six éléments de description : la date, le lieu d'où l'acte est daté, l'autorité dont il émane (nous dirions le producteur), son objet, son état matériel, et enfin les ouvrages où la pièce est publiée ou à défaut, l'intérêt que présenterait cette publication. En 1850 encore, il affirmait la nécessité de la normalisation : “ Nos inventaires, nombreux et considérables, ne sont pas tous utiles, ayant été faits sur un plan différent, sous une direction variable ”, et il proposait au garde général de dresser un inventaire exhaustif de tous les documents d'archives, présenté selon un formulaire très simple donnant la référence, les noms de personnes et de lieux, la date et l'objet. Il subsiste de cette tentative un volumineux fichier, dit “ Douët d'Arcq ” du nom de son principal exécutant, qui constitue la première base de données des Archives nationales... Tous les fichiers manuels et informatiques établis depuis lors, et vous savez combien ils sont nombreux, reposent sur ce même principe d'une modélisation des données⁵.

Les circulaires qui établissent les règles d'élaboration des instruments de recherche dans les archives départementales sont de la même veine. L'instruction de janvier 1854 prescrit d'indiquer systématiquement la cote, les caractéristiques matérielles (liasse ou registre), la nature des pièces, les dates extrêmes, l'importance matérielle, la bibliographie. Les éléments de description ainsi retenus ne sont pas exactement les mêmes que ceux de Michelet, mais les correspondances avec la norme ISAD(G) sont faciles à établir.

NOUVELLES PERSPECTIVES

Si les normes se situent dans la continuité de la réflexion archivistique, elles la poursuivent en ouvrant elles-mêmes de nouvelles perspectives. Elles offrent, en effet, les notions conceptuelles nécessaires à l'utilisation optimale des nouveaux outils dont nous disposons, mais aussi à l'intégration des archives dans l'ensemble des ressources documentaires, bibliographiques et patrimoniales associées à un producteur.

Les premières expériences internationales permettent déjà d'apercevoir ce que peut être un système d'information intégré :

Site des Archives d'Etat de Florence : www.archiviodistato.firenze.it

Projet de guide des Archives de Florence : hal9000.cribecu.sns.it/siasfi/new.html

⁵ . Nougaret (Christine), “De Natalis de Wailly à Mira : 150 ans de normalisation des instruments de recherche aux Archives nationales”, *Histoires d'archives. Recueil d'articles offert à Lucie Favier par ses collègues et amis*, Paris, 1997, p. 85-104.

Archives des communautés européennes : wwwarc.iue.it/eharfr/main-fr.html

Archives du Canada : www.archives.ca

Archives nationales d'Australie : www.naa.gov.au

Trois points me paraissent importants : le développement des normes et des conventions nationales, le lien entre les descriptions déjà disponibles, et la mise en œuvre d'un véritable système de communication.

Le développement des normes et des conventions nationales

Ainsi que le précisent l'introduction et les règles des normes, celles-ci ne traitent qu'une partie des conditions nécessaires à l'échange des descriptions et des notices d'autorité. Elles indiquent en effet le modèle, la nature des informations à donner, cependant que le contenu même de cette information doit être déterminé par les règles ou les conventions que le service d'archives utilise. Dans les deux normes figure un élément "Règles ou conventions" dont l'objectif est "Identifier les règles ou conventions, nationales ou internationales, qui ont été suivies pour l'élaboration de la description/ de la notice d'autorité" et dont la règle est : "Enregistrer le nom et, lorsque cela est nécessaire, les éditions et les dates de publication, des règles ou des conventions appliquées. Mettre en évidence les règles qui ont été suivies pour fixer la "forme autorisée du nom" (5.1.2). Indiquer la référence des différents systèmes de normalisation des dates utilisés pour indiquer des dates dans la notice d'autorité (par exemple ISO 8601)". Les règles spécifiques doivent permettre de relier les principes généraux développés dans les normes avec la pratique existante dans chaque pays, province, canton ou service. Le travail de normalisation internationale ne dispense pas de la réflexion nationale.

Relier les descriptions disponibles

Les travaux de normalisation du Conseil international des archives n'ont pas pour objet d'inventer de nouvelles pratiques, mais bien plutôt de rapprocher et de préciser les pratiques existantes.

Les normes trouvent tout leur sens si les services d'archives peuvent combiner les descriptions dans un même système d'information. C'est ce que rappellent les "Orientations pour la préparation et l'élaboration des instruments de recherche" :

Les institutions et les organismes chargés de l'élaboration des instruments de recherche sont invités à mettre en œuvre un système général d'information, dans lequel chaque instrument de recherche soit relié avec d'autres qui le complètent ou le précisent, dans le but de rendre les fonds de l'organisation ou de l'institution complètement accessibles dans tous leurs détails et dans tous leurs aspects. Si le principal composant d'un système d'information est la description de documents d'archives, d'autres composants peuvent être des fichiers d'autorité, des index, des listes, des thesaurus, etc...

L'élaboration d'instruments de recherche reliés entre eux par une relation hiérarchique, et élaborés selon des principes communs, est la condition pour permettre l'échange des données entre les services, et donc pour assurer la meilleure information au chercheur, ce qui demeure l'objectif fondamental de notre activité d'archiviste.

Chacun d'entre nous dispose dans son service de nombreuses informations sur la documentation archivistique ; les instruments de recherche sont d'une grande variété, ainsi que le soulignent les "Orientations pour l'élaboration des instruments de recherche" proposées par le Comité. La récupération des informations existantes et leur intégration dans un système d'information unique, hiérarchisé et cohérent, constitue et – je pense – constituera à l'avenir, une des principales activités des archivistes. C'est la raison pour laquelle la nouvelle édition de la norme ISAAR ne proposera pas seulement des éléments de description du producteur ou de toute entité associée, mais aussi des indications pratiques pour relier les notices d'autorité avec d'autres sources d'information.

Afin d'assurer la cohérence d'un tel système d'information, on recommande à l'institution de produire et de mettre à jour un projet de service et un code de procédure.

Les instruments de recherche peuvent être produits tout à la fois dans un environnement "manuel" ou dans un environnement "automatisé (informatique)". Pour permettre aux utilisateurs de disposer d'un véritable système d'information, il est important de définir les objectifs des instruments de recherche :

- a) en définissant chaque type d'instrument de recherche;
- b) en précisant son objectif ;

- c) en caractérisant son contenu ;
- d) en établissant les règles de sa présentation matérielle.

Les informations fournies sur un instrument de recherche devraient comporter les éléments suivants :

- a) le nom du responsable intellectuel (qui peut être une institution ou un individu) de cet instrument;
- b) le type de l'instrument de recherche et son contenu;
- c) l'indication des règles suivies pour son élaboration;
- d) la date à laquelle les informations ont été rendues disponibles pour la première fois, et la date des révisions successives.

Construire un véritable “ système de communication ”

Fondamentalement, tout ce travail a pour seul objet d'élaborer un système de communication permettant aux usagers de nos services de comprendre pleinement la nature et les potentialités des informations présentes dans les documents.

Il nous faut reprendre l'invitation lancée il y a vingt-cinq ans par Michel de Certeau : “ la transformation de l'archivistique est le départ et la condition d'une nouvelle histoire ”⁶. Cette invitation a été développée, il y a vingt cinq ans, dans un article publié par un archiviste français, Vital Chomel, dans *La Gazette des archives*⁷ :

Rouvrir le dialogue avec l'historiographie contemporaine pourrait bien constituer l'une des urgences de l'archivistique d'aujourd'hui. Répéter que les archives sont “ le grenier de l'histoire ” ne saurait dispenser ici d'une interrogation, parallèle à celle de l'historien, sur l'objet, les méthodes et les voies de son enquête... A l'émergence d'une nouvelle problématique... correspondent des exigences inédites à l'égard des matériaux...

Peut-être est-il temps d'admettre que, liée à l'archivistique du mètre cube ou linéaire, qui a ses problèmes spécifiques et ses incommodes stratégies, devrait s'instaurer parallèlement une archivistique du sens, à la fois décryptage des données documentaires reconnues à l'usage du plus grand nombre et questionnement des sources dormantes.

Le principe du respect des fonds ne se limite pas aujourd'hui à l'observation de certaines règles de constitution, de classement et de cotation, mais il implique

⁶ . Michel de Certeau, *L'écriture de l'histoire*, Paris, 1975, p. 87.

⁷ . Vital Chomel, “ Une autre archivistique pour une nouvelle histoire ? ”, dans *La gazette des archives*, 1975, n° 91, p. 238-248.

également la présentation, fût-elle provisoire et incomplète, de leurs virtualités d'exploitation actuellement concevables⁸.

En insistant sur le contexte de production, sur les relations entre entités, sur la structuration des informations, les normes de description permettent, me semble-t-il, de faciliter ce qui est l'enjeu fondamental de notre métier : le service du public.

⁸ . Vital Chomel, “ Une autre archivistique pour une nouvelle histoire ? ”, dans *La gazette des archives*, 1975, n° 91, p. 238-248.